



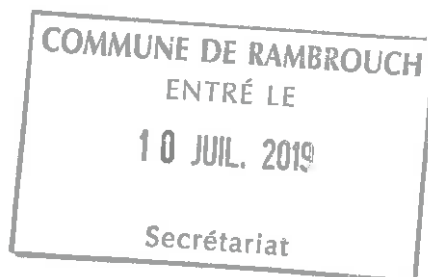
Luxembourg, le 05 JUIL. 2019

N/Réf : 86239/CL-mb

Dossier suivi par : Christian Lahure

Tél. : 247 86819

E-mail: christian.lahure@mev.etat.lu



**Loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences
de certains plans et programmes sur l'environnement (art. 7.2)**

**Avis de la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
concernant le rapport sur les incidences environnementales relatif à la modification ponctuelle du
plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Rambrouch
à Koetschette au lieu-dit « rue des Alliés »**

I. CONTEXTE

Obligations légales

La directive européenne 2001/42/CE du 27 juin 2001 pose le principe que tous les plans et programmes en matière d'aménagement du territoire susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement doivent faire l'objet d'une évaluation stratégique environnementale. Elle instaure un système d'évaluation préalable des effets que peuvent avoir des projets publics ou privés sur l'environnement, ceci au stade de leur planification.

La directive a été transposée en droit national à travers la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Les obligations qui en résultent pour le maître d'ouvrage comprennent la rédaction d'un rapport sur les incidences environnementales (ci-après le rapport environnemental) ainsi que la consultation du public, le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions (ci-après le Ministre), ainsi que toute autre autorité ayant des responsabilités spécifiques en matière d'environnement entendus en leurs avis.

Modalités procédurales

L'administration communale de Rambrouch, en tant qu'autorité responsable du plan, a soumis le 6 mai 2016 pour avis au Ministre le rapport environnemental relatif à la modification ponctuelle du PAG de la commune de Rambrouch au lieu-dit « rue des Alliés » à Koetschette, document finalisé par le bureau d'études CO3 s.à.r.l. en mars 2016.

Selon les vœux de l'article 6.3 de la loi modifiée du 22 mai 2008, le Ministre avait émis en date du 8 juin 2016 son avis sur l'ampleur et le degré de précision des informations que devraient contenir le rapport environnemental.

Il y avait été souligné que le rapport environnemental devrait se pencher plus spécifiquement sur les thématiques de la diversité biologique et de la protection du paysage.

II. ANALYSE DU RAPPORT SUR LES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES

En vertu de l'article 7.2 de la loi modifiée du 22 mai 2008, le Ministre est chargé d'émettre son avis dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique à deux niveaux: d'une part, sur la qualité du rapport environnemental, et d'autre part, sur la prise en compte des enjeux environnementaux par l'autorité communale dans le cadre de la modification ponctuelle du PAG proprement dite.

Le présent avis se résume aux considérations relevant des attributions du Ministre, sans préjudice des remarques à formuler par les autres autorités compétentes.

II.1. De la qualité générale du rapport environnemental

II.1.1. Caractère complet du rapport environnemental

L'évaluation environnementale stratégique est censée décrire et évaluer les incidences notables que peut avoir l'urbanisation de la surface sur les différents enjeux environnementaux, ceci conformément au cadre défini à l'article 5 de la loi modifiée du 22 mai 2008. Il convient de constater que le rapport environnemental sous avis est un document de qualité, bien ciblé et intègre bien toutes les rubriques requises.

II.1.2. Description de l'état initial de l'environnement

Le chapitre 7 du rapport environnemental est dédié au contexte environnemental de la surface à développer. Celui-ci est suffisamment exhaustif et permet au lecteur une appréhension aisée et correcte des circonstances de l'espace et des enjeux environnementales.

II.1.3. Analyse des effets du projet et des mesures d'atténuation

Le chapitre 9 détaille également les effets potentiels du projet pour l'ensemble des enjeux identifiés comme sensibles lors de la première phase de l'évaluation environnementale stratégique ainsi que les mesures d'atténuation nécessaires.

Les réflexions menées sur les effets prévisibles et les différentes mesures d'atténuation et leurs implications sont justes et bien développées. Il faut relever dans l'esprit de transparence que les conventions avec les gestionnaires des mesures compensatoires soient annexées au dossier dans la phase actuelle.

II.2. Appréciation sur la prise en compte de l'environnement dans le cadre de la modification ponctuelle projetée du PAG

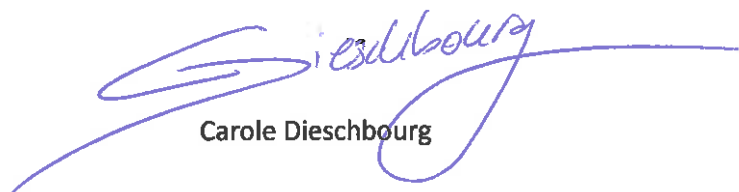
Il convient de constater que l'autorité communale a fait écho dans une très large mesure aux recommandations retenus dans le rapport environnemental, ceci tant au niveau de la partie réglementaire qu'au niveau des détails soignés développés dans l'étude préparatoire s'y rapportant. Les mesures d'atténuation prévues dans l'intérêt du Milan royal et du chat sauvage devront être engagées

dans les tous meilleurs délais et en tout cas avant le commencement de destructions de biotopes ou d'habitats protégés.

Une mise en souterrain de la ligne à moyenne tension qui traverse le site en direction Nord-Sud devra être envisagée.

La définition de la servitude P5 aurait mérité quelques précisions auxquelles il est fait renvoi dans mon avis émis au titre de l'article 5 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

La Ministre de l'Environnement,
du Climat et du Développement durable



Carole Dieschbourg

Copies pour information : Ministère de l'Intérieur
Administration de la Nature et des Forêts



Luxembourg, le 05 JUL. 2019

COMMUNE DE RAMBROUCH
ENTRÉ LE
10 JUL. 2019
Secrétariat

Administration communale
de Rambrouch
19, rue Principale
L-8805 Rambrouch

N/Réf : 86239/CL-mb
Dossier suivi par : Christian Lahure
Tél. : 247 86819
E-mail: christian.lahure@mev.etat.lu

Concerne : Loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles
Modification ponctuelle du Plan d'aménagement général de la commune de Rambrouch concernant des fonds sis à Koetschette, au lieu-dit « rue des Alliés »

Monsieur le Bourgmestre,

Suite à la délibération du 14 mars 2019 du conseil communal de Rambrouch concernant le projet de modification ponctuelle du Plan d'Aménagement Général élargi ci-dessus, j'ai l'honneur de vous informer que conformément à l'article 5 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, j'avise favorablement le dossier soumis sous condition que les modifications suivantes soient apportées à la partie réglementaire :

- le maintien des éléments identitaires à préserver en tant que tels selon le schéma directeur joint au dossier sera consacré moyennant une zone de servitude « urbanisation » au niveau de la partie réglementaire;
- l'article 21 de la partie écrite sera complété pour la zone de servitude « urbanisation »-P5 par
 - une obligation de plantation de structures ligneuses à haute tige ;
 - une précision comme quoi les aménagements acceptés sur les fonds greffés par la zone de servitude « urbanisation »-P5 ne pourront dépasser les 30 % de l'ensemble de la frange visée ;
 - une précision comme quoi les emplacements de stationnement seront réalisés soit en concassé stabilisé soit en pavé drainant (espacé de 3 cm) ou bien un mélange des deux ;

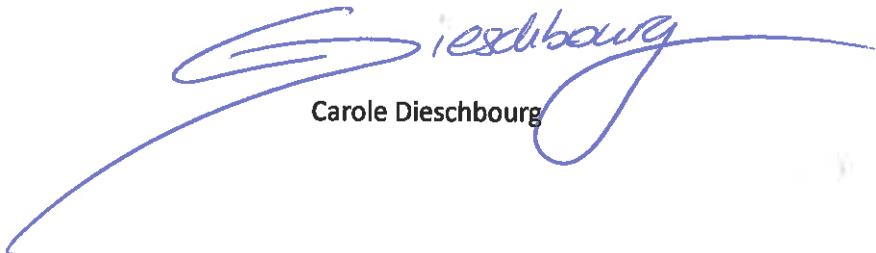
Avant le vote du conseil communal au titre de l'article 14 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, les accords et/ou conventions avec les propriétaires des fonds ou agriculteurs dans l'intérêt de la valorisation des terrains 1-4 pour les besoins du Milan royal (cf. page 30 du rapport environnemental) me devraient avantageusement être soumis pour information.

Je tiens à vous rappeler que le vote du conseil communal en vertu de l'article 14 de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain me devra être transmis pour

approbation conformément à l'article 5 de la prédite loi, alors que la délimitation de la zone verte sera modifiée par le présent dossier.

Veuillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de mes sentiments très distingués.

La Ministre de l'Environnement,
du Climat et du Développement durable



Carole Dieschbourg